

EXTRAIT

N° 2023 - 097

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice

67

Présents

50

Votants

60

Dont 10 procurations

L'an deux mille vingt trois le : Jeudi 15 Juin à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la MJC de Châtillon en Bazois
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 8 Juin 2023

Etaient présents :

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHATEAU
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAU,
Caroline MARCEAU,
Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD, Marie-Laure
PARMENTIER, Michel MULOT.
- **Charrin** : Serge CAILLOT, Hervé GARCON
- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE,
Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : /
- **Chouigny** : Chantal VACHERON Supplée Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD
- **Isenay** : Bernadette DOUSSOT Supplée Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : /
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Sylvie DELAVELLE, Olivier FAURE,

OBJET :

DECHETS

MENAGERS :

CONVENTION AVEC

LES EBE



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 10/07/2023

Publié ou notifié
le : 10/07/2023

Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230615-2023_CC_097-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : /
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoin MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : /
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Bernard DUMONT Supplée Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 2 – M. Jean-Pierre FREGUIN à M. Serge CAILLOT
- 3 – M. Frédéric LEMOINE à M. David BONGARD
- 4 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 5 – M. Alain REININGER à M. Sébastien DESCREAUX
- 6 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 7 – Mme Florence CHANDIOUX à M. Olivier FAURE
- 8 – M. Thierry DESCOURS à Mme Jocelyne GUERIN
- 9 - M. Pascal GUERIN à M. Bernard LEBLANC
- 10 – M. Pascal PETIT à Mme Bernadette DOUSSOT

DECHETS MENAGERS :

CONVENTION AVEC LES EBE

M. Michel MULOT, Vice-Président en charge des déchets ménagers, explique que les Entreprises à But d'Emplois de Moulins-Engilbert/Châtillon en Bazois et Luzy ont été créées en fin 2022.

Ces entreprises ont pour vocation, entre autres, à travers la création de ressourceries, de détourner de sa destination initiale des objets voués à la destruction afin de leur donner une nouvelle vie, que ce soit par la revente directe ou par la remise en état puis la revente.

Ce gisement d'objet sera collecté par les EBE soit directement chez les particuliers, soit par apport volontaire des usagers, soit par détournement des objets apportés par les usagers en déchetterie.

Suite à la première réunion du mois de décembre 2022 entre la CCBLM, les EBE et les représentants des bassins d'emplois concernés, il a été convenu qu'un partenariat pouvait être envisagé entre la communauté de communes et les EBE via une convention (*en annexe*) à mettre en place.

Cette convention a pour but d'organiser les modalités de retraits des objets en déchetterie et/ou chez l'utilisateur, d'assurer la traçabilité des objets et des tonnages par matière détournés et de déterminer les engagements et les responsabilités de chacun des signataires.

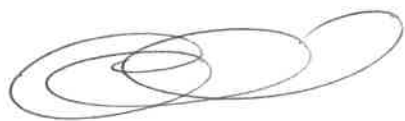
Suite à plusieurs réunions entre le service déchets ménagers et les EBE une proposition de convention a été rédigée.

Le règlement de déchetterie prévoit déjà cette possibilité à l'article 12 et n'a pas besoin d'être modifié.

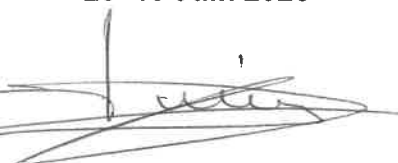
Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- valide la convention de partenariat avec les EBE telle qu'annexée à la présente délibération,
- autorise Monsieur le Président de la Communauté de communes à signer ces conventions.

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 15 Juin 2023**



**La Secrétaire de Séance,
Christine MASCARELLO.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**



CONVENTION DE PARTENARIAT

ETUDE EXPERIMENTALE SUR LA MISE EN PLACE D'UNE FILIERE LOCALE

DE VALORISATION DES OBJETS ENCOMBRANTS RECYCLABLES

Entre les soussignés :

L'Entreprise à But d'Emploi (EBE) du Pays Luzycois dont le siège social est situé 2 Place de l'hôtel de ville, 58170 Luzy, immatriculée à l'URSSAF sous le SIRET 908 848 872 00010, code APE : 9499Z et représentée par Mr Thierry DESCOURS, agissant en qualité de Président, dénommée ci-après « EBE L'Etabli »,

L'Entreprise à But d'Emploi (EBE) des bassins de vie de Moulins-Engilbert et Châtillon-en-Bazois dont le siège social est situé 1 place de l'église, Mairie de Châtillon en Bazois, 58110 Châtillon-en-Bazois, immatriculée à l'URSSAF sous le SIRET 909 608 655 00017, code APE 9499Z et représentée par Michel MARIE, agissant en qualité de Président, dénommée ci-après « EBE Ô'ser »,

La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan dont le siège est situé 11, Place Lafayette 58290 - Moulins Engilbert, représentée par son Président en exercice, Serge CAILLOT, habilité à l'effet de la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du **15.06.2022**, ci-après, dénommé « CCBLM »,

Il est convenu ce qui suit :

Les EBE souhaitent initier une activité de récupération, et valorisation des encombrants recyclables. Préalablement à une généralisation du dispositif, elles souhaitent passer par une phase d'expérimentation, sur une durée limitée, pour en vérifier la faisabilité technique et financière.

La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan (CCBLM) accepte de soutenir cette initiative et, pour les besoins de l'expérimentation, de mettre de côté les encombrants recyclables collectés, dans un premier temps sur les déchetteries de Luzy, de Préporché et de Cercy la Tour.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat scellé entre les 3 signataires : l'EBE L'Etabli, l'EBE Ô'ser et la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan.

Cette convention a pour finalités :

- De mettre en place et d'évaluer, à travers une phase expérimentale, la faisabilité technique et économique d'un projet de récupération, revalorisation, réemploi et vente, des objets et matériaux réutilisables (matériaux réutilisables pour d'autres filières), réemployables (récupération de matériaux et d'éléments de déconstruction pour une même utilisation) et recyclables (valorisation du tri en phase finale). Cette phase expérimentale sera conduite selon un cycle complet comportant les étapes suivantes : collecte, tri, transport, démantèlement, traitement/valorisation, réemploi/vente et évacuation des éléments résiduels et fera l'objet d'un retour d'expérience.
- De tirer les enseignements et prendre les mesures correctives appropriées.
- D'en évaluer les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux au regard de la situation actuelle.

Article 2 : NATURE DES DECHETS

Les déchets visés par la présente convention englobent les objets et matériaux, notamment issus des filières à Responsabilité élargie du Producteur (REP), destinés à être jetés et qui, par leur dimension, nature ou poids, ne sont pas assimilables à des ordures ménagères résiduelles (OMR) et sont voués à être déposés en déchetterie, ou le sont, par des particuliers ou entreprises.

Sont désignés comme objets réutilisables, réemployables et recyclables, les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- Petit électro-ménager : aspirateur, fourneau, cuisinière et gazinière, poêle à bois et à mazout...
- Mobilier d'ameublement : armoire, buffet, canapé, table, bureau, literie, chaise, table basse, guéridon, étagère, mobilier de jardin...
- Matériel et outils de bricolage : outils, manches ...
- Outillage d'entretien d'espaces verts : taille-haie, débroussailleuse, tondeuse, élagueuse...
- Bibelots : objets de décoration, pendules, cadres, lustres...
- Articles de sports et loisirs,
- Articles de Bricolage et Jardin,
- Jouets : peluches, puzzles, jeux en bois, jeux de construction, jeux de société, poupées, vélos, livres, CD...
- Objets divers : poussette, landau, table à repasser, articles de cuisine...
- Textile : vêtements, linge de maison...
- Matériaux issus du BTP sous l'entière responsabilité des EBE quant à la qualité des produits collectés (notamment concernant les produits toxiques et les matériaux de construction)

Article 3 : DOMAINES D'ACTION

Poursuivant l'objectif défini dans l'article 1, les signataires s'engagent à collaborer au travers d'échanges et d'expertises.

La CCBLM s'engage à :

- Mettre de côté les objets et matériaux tels que définis sous l'Article 2 déposés par les particuliers et les professionnels dans les déchetteries de Luzu, de Préporché et Cercy La Tour,
- Les stocker dans des supports mis à disposition par la CCBLM, de manière à en garantir l'intégrité,
- Autoriser les agents des EBE à récupérer les objets et matériaux aux heures d'ouverture des déchetteries ou sur rdv auprès de la déchetterie,
- Reprendre le cas échéant en déchetterie dans des bennes dédiées, les sous catégories de déchets issues du démantèlement,
- Mettre directement en relation les particuliers et/ou professionnels souhaitant se débarrasser d'objets, avec les EBE l'Etabli et Ô'ser, pour une collecte en amont de l'apport en déchetterie.
- Faire l'objet d'une attention particulière pour le traitement des déchets possiblement toxiques,
- A ne pas facturer les apports en déchetterie par les EBE,
- Mettre en place des actions de communication autour du présent projet,
- A prendre contact avec les EBE dès que le support de stockage est au $\frac{3}{4}$ plein.

Les EBE s'engagent pour leur part à :

- Organiser les enlèvements suivant un planning élaboré en coordination avec les exploitants des déchetteries de manière à ne pas entraver le bon fonctionnement de celles-ci.
- Organiser l'enlèvement des produits sous 48h si les agents de déchetterie ont signalé le remplissage de l'espace de stockage.
- Mettre à disposition du personnel pour organiser la collecte.
- Déclarer leurs activités au registre du commerce et respecter les textes législatifs en vigueur régissant leur activité professionnelle, notamment le code de l'environnement et le code du travail pour l'opération de démantèlement.
- Etre en conformité avec le code de la route et le code de l'environnement en matière de collecte et transport de déchets non dangereux et satisfaire à ses obligations en déposant une déclaration auprès du Préfet du département (articles R 541-50 à R 541-54 code de l'environnement).
- Souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pour tous les dommages causés à l'occasion de la récupération ou lors des dépôts des sous catégories de

déchets en déchetterie. À ce titre, les collectivités ne seront pas tenues pour responsables des éventuels sinistres survenus lors des chargements effectués en déchetterie, ni lors du transport.

- Les EBE pourront mettre à disposition des éléments de stockages complémentaires en accord avec la CCBLM.
- Tracer les déchets entrants et sortants en les pesant, les quantifiant et en rédigeant une liste exhaustive et photographies, des objets et matériaux sortants, cosignée par les agents de la CCBLM et des EBE (ex : à l'aide d'un tableau avec case à cocher et détail). Les EBE présenteront un tableau récapitulatif trimestriel indiquant le poids collecté par catégorie de déchets, que ce soit en déchetterie mais aussi par d'autres canaux (collecte en porte à porte, don, etc.). Le format du tableau sera validé avec la CCBLM en amont.
- Faire l'objet d'une attention particulière pour le traitement des déchets possiblement toxiques.
- S'engagent à équiper leurs agents des Equipements de sécurité adaptés (EPI).
- A respecter et à faire respecter le Règlement Intérieur des déchetteries.
- Mettre en place des actions de communication autour du présent projet.

Article 4 : SUIVI ET COORDINATION DES ACTIONS

Un suivi sera mis en place par les signataires à travers :

- Une évaluation simplifiée de la nature et des quantités des produits collectés en déchetterie, par mois
- Le suivi régulier d'indicateurs techniques et économiques (collecte et exploitation),
- la production d'un bilan semestriel complet de l'opération afin de bénéficier d'un retour d'expérience exploitable et reproductif: problèmes rencontrés, solutions apportées.

Les signataires se rencontreront pour faire le point sur l'avancement du projet :

- 1 fois par trimestre pour la durée de la présente convention

Article 5 : DUREE DU CONTRAT

A compter de sa date d'entrée en vigueur (dernière date de signature des parties), cette convention aura une durée de 1 an.

Un ajustement sera retravaillé au terme de la 1^{er} année d'application.

La convention pourra être renouvelée après révision.

Article 6 : SUSPENSION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention étant conclue pour une durée déterminée, les signataires reconnaissent qu'il ne pourra y être mis fin, de manière unilatérale, avant l'arrivée du terme, sauf :

- en cas de résiliation pour faute d'un des signataire dans les conditions déterminées ci-avant
- en cas de force majeure. Il est entendu entre les signataires qu'aucune indemnisation ne pourra être réclamée en cas de résiliation de la convention pour cas de force majeure.

Article 7 : MODALITES DE COMMUNICATION de la présente CONVENTION

Chaque signataire s'engage à respecter, et à faire respecter par son personnel, la plus stricte confidentialité sur les informations transmises entre signataires du fait de l'exécution de la présente convention.

Les signataires s'engagent à s'informer réciproquement de tout projet de communication portant sur la valorisation des résultats concrets et exemplaires issus de leur collaboration avant divulgation à tout public.

Article 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

1. Cession

La présente convention est conclue intuitu personae et ne peut à ce titre être cédée, à un tiers, sans accord préalable et écrit de chacune des Parties.

2. Nullité

Si l'une quelconque des dispositions de la présente convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait réputée alors non écrite sans pour autant entraîner la nullité de la convention, ni altérer la validité de ses autres dispositions, sauf si la disposition invalide présentait un caractère substantiel et que sa disparition remettait en cause l'équilibre contractuel.

Article 9 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE / REGLEMENTS DES LITIGES

Les signataires font élection de domicile dans leur siège social respectif.
La présente convention est régie par le droit français.

Toute difficulté relative à l'exécution de la convention sera soumise, à défaut de règlement amiable dans un délai de 3 mois à compter de la notification par l'une ou l'autre des Parties, aux Tribunaux du ressort du tribunal administratif de Nevers.

Article 10 : RGPD - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les signataires s'engagent à procéder à la collecte et au traitement des données à caractère personnel éventuelles dans le respect de la législation en vigueur et en particulier s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données et notamment d'empêcher qu'elles fassent l'objet d'un quelconque accès, destruction, perte, altération, modification, atteinte ou consultation accidentelle, non autorisé ou illicite.

Fait à *Moulins*, le *15/06/2023*

